

ALERTE : des soignants suspendus discrètement convoqués par la police

écrit par Chantal | 12 novembre 2022



Selon nos informations, un peu partout en France la police convoque, de façon perlée, des soignants suspendus pour les interroger et récolter du renseignement sur leur situation et sur leur position en matière de vaccin et de vaccination. Cette pratique proche de l'intimidation est généralement accompagnée de la forte suggestion de venir sans avocat... Dans le climat de répression qui s'abat actuellement sur la résistance, il devient évident que le pouvoir tente un dernière écrémage avant la purge du dernier carré.



Selon nos informations, la police nationale procède actuellement à une campagne perlée de convocations de certains soignants suspendus pour les interroger sur leur position concernant le vaccin. Pour l'instant, les conditions dans lesquelles cette campagne se déroulent sont encore obscures. Mais le mode opératoire paraît assez simple : la police convoque les suspendus officiellement pour un simple entretien, en précisant que c'est une formalité qui ne nécessite pas la présence d'un avocat.

Lors des entretiens, les policiers interrogent les personnes sur les raisons pour lesquelles elles ne veulent pas être vaccinées. On signale des cas où les policiers ont interrogé les soignants suspendus sur leurs opinions politiques.

Une partie de l'interrogatoire porte sur un éventuel exercice illégal de la profession depuis la suspension.

D'une manière générale, les policiers expliquent qu'ils agissent à la demande du Parquet. Plus rarement, il semblerait que certains hôpitaux publics aient pris l'initiative de dénoncer les personnels suspendus pour un hypothétique exercice illégal de la médecine.

D'aucuns considèrent que cette campagne d'information sous les radars et (précisons-le) d'une légalité extrêmement discutable, est un prélude à une campagne permettant de réintégrer les soignants les moins "dissidents".

En l'état, un cas de convocation a été signalé à Angoulême, trois autres aux Mans, et plusieurs autres cas de convocation sur le reste du territoire sont en cours de vérification.

Une vague de répression impitoyable

Cette campagne d'intimidation à l'abri des regards s'inscrit dans un contexte de répression féroce contre l'opposition. Après la condamnation de Fabrice Di Vizio, après l'interdiction d'exercer signifiée à Alain Houpert (sénateur mais aussi radiologue), après d'autres sanctions prises plus discrètement contre des médecins, après le déferement de Didier Raoult, ces convocations sonnent comme des invitations à prendre le thé lancée par la police chinoise aux dissidents.

Il fut un temps où la France pouvait donner des leçons de Droits de l'Homme à la Chine. Cette époque est décidément révolue, et Emmanuel Macron peut se targuer d'avoir réussi cet exploit historique.

Le Courrier a par ailleurs [interviewé aujourd'hui Martine Wonner](#), elle-même sous le coup d'une procédure disciplinaire pour avoir publié, lorsqu'elle était députée, plusieurs tweets jugés dérangeants, et pour avoir manifesté, en tant que députée, aux côtés des non-vaccinés. Ce témoignage montre bien comment une répression policière se met en place, rigoureusement, depuis la rentrée de septembre (comme nous l'avions annoncé plusieurs fois, d'ailleurs).

L'objectif du pouvoir est d'intimider les opposants, et de leur coller les condamnations les plus infamantes possibles pour dégrader leur image publique. Le procédé est bien connu. Son application la plus exemplaire vise Didier Raoult, dont la gestion a été passée au peigne fin pour être finalement transmise à la justice...

Un cabinet noir à l'Élysée ?

La question qui se pose in fine est de savoir quel est le degré d'orchestration de cette campagne de répression qui sévit depuis la rentrée. Certains soulignent que ce durcissement est contemporain de [l'arrivée de Frédéric Michel](#) au poste stratégique de "spindoctor" d'Emmanuel Macron, en remplacement de Clément Léonarduzzi, reparti chez Publicis.

Frédéric Michel n'est pas un enfant de chœur. Il a fait une grande partie de sa carrière dans le groupe Murdoch, ce qui l'a amené à comparaître devant une commission parlementaire qui s'inquiétait de ses méthodes d'influence. Il a par ailleurs oeuvré dans la société "Reputation Inc.", dont le métier est... la réputation des entreprises.

Les initiés connaissent les méthodes de ces officines qui commencent à intéresser la France Insoumise.

Bref, rien n'exclut que l'arrivée de Frédéric Michel corresponde à un durcissement de l'Élysée lui-même vis-à-vis de l'opposition. Le combat de boxe est lancé.

En tout cas, quelques jours après son arrivée, l'espion en chef de Macron, Ludovic Chaker, [dont nous avons parlé plusieurs fois dans nos colonnes](#), était [parachuté dans un placard doré](#), au sein de la Direction Générale de l'Armement. Le ménage a commencé.

<https://lecourrierdesstrateges.fr/2022/11/10/alerte-des-soignants-suspendus-discretement-convoques-par-la-police/>